

Je ne crois pas que nous puissions présumer y trouver la solution à notre problème.

Il va sans dire que toutes les mesures relatives aux armements n'apportent pas une solution au chômage. Elles ne sont qu'une aide de caractère provisoire. Certes, si notre économie doit compter perpétuellement sur les armements pour maintenir l'emploi à un haut niveau, nous sommes loin d'avoir résolu le problème. Entre temps, c'est au moins une aide.

Un autre point que bien des gens connaissent mais dont ils ne semblent pas tenir compte en matière de travaux publics, c'est la mobilité de la main-d'œuvre. Un pays comme le nôtre a bien des ressources inexploitées, bien des régions étendues où la civilisation a peu pénétré et où l'on pourrait fort bien souhaiter réaliser un programme de construction. La main-d'œuvre devrait alors être assez mobile. Or, la mobilité de la main-d'œuvre est déjà assez limitée et elle l'est de plus en plus. Elle l'est pour bien des raisons. Personne, à moins d'être célibataire, ne veut s'exiler à 2,000 milles de distance pour y loger dans une cabane et vivre dans des conditions assez primitives. En second lieu, les syndicats ont insisté, et je ne les critique pas, pour obtenir certains avantages à leurs membres. Ils leur ont obtenu des droits d'ancienneté et des régimes de pension.

J'apprécie à sa valeur tout ce que les syndicats ont accompli pour la population. Une de leurs plus belles réalisations est d'avoir donné à tous une raison de vivre et d'avoir ainsi dressé un rempart contre le communisme en général. Celui qui a des valeurs engagées dans un fonds de retraite ou qui a certains droits d'ancienneté dans une société y pense deux fois avant de renoncer à ces avantages ou à ces droits, pour aller s'employer à un programme de construction dans l'arrière-pays.

On reconnaîtra, je pense, que les avantages que le syndicalisme a valu aux ouvriers ont tendance à restreindre de plus en plus la mobilité de notre main-d'œuvre. Je n'élève là aucune critique: je constate simplement un fait.

Quel que soit le nombre des programmes de travaux publics qu'on mette en marche, il y aura toujours, au Canada, un grand nombre de personnes aptes au travail qui pourront juger peu sage d'accepter de travailler ailleurs tant qu'ils conserveront l'espoir de reprendre leur ancien emploi. Ce sont là des problèmes dont on ne tient pas toujours compte quand on parle de la mobilité de la main-d'œuvre. L'immigration, il est vrai, fournit habituellement une main-d'œuvre

assez mobile. Cependant, dès que cette nouvelle main-d'œuvre a acquis les mêmes avantages et les mêmes droits, elle présente à son tour le même visage.

D'autre part, dans un régime de libre entreprise,—et j'espère sincèrement que nous aurons toujours un tel régime, aussi libre qu'il peut l'être sans nuire à qui que ce soit,—il ne saurait être question de contraintes. Je ne pense pas qu'un gouvernement canadien,—mes amis cécédistes ne partagent peut-être pas mon avis,—contraigne jamais les gens à prendre de l'emploi à un endroit où ils ne veulent pas aller. Le système russe peut plaire à certains d'entre nous, mais je souhaite sincèrement qu'ils ne soient pas nombreux.

**M. Knowles:** Les contraintes économiques s'exercent actuellement sur beaucoup de nos concitoyens.

**M. Hunter:** Le député dit qu'il n'en manque pas. A en juger par certains de nos vis-à-vis, je dois dire qu'il a probablement raison.

Autre point à l'honneur de ces gens, et ici il s'agit d'une situation qui s'est produite sans qu'on s'en rende compte, c'est que, de façon générale, l'ouvrier est prospère. De nos jours, on observe une forte tendance à être propriétaire, grâce à la loi nationale sur l'habitation et à divers autres régimes. Quand un ouvrier, n'importe qui en l'occurrence, s'est acheté une maison, qu'il a placé de l'argent dans cette maison à laquelle il est maintenant attaché, il y a là une autre raison pour lui de ne pas faire partie d'effectifs ouvriers mobiles. Il ne veut pas quitter son foyer, ses voisins. A mesure que notre économie deviendra plus prospère (elle est très prospère dans le moment, bien que toute économie comporte certaines faiblesses), plus de gens souhaiteront posséder leur chez-soi. Ils s'y attacheront et ne voudront assurément pas aller n'importe où au pays. Peut-être les circonstances économiques les contraindront-elles à aller ailleurs; mais ils n'y consentiront pas volontiers.

On a dit ici, surtout les représentants du parti socialiste, qu'il devrait être plus facile d'obtenir des maisons, que le versement initial devrait être très faible. Ils ne savent peut-être pas ce qui est arrivé aux États-Unis sous le régime de l'administration des logements destinés aux ex-militaires. Dans certains cas, un ancien combattant peut y obtenir une maison sans avoir à déboursier un sou, pas même les frais juridiques. Le gouvernement s'inquiète grandement de cet état de choses parce que les anciens combattants traitent ces maisons comme s'ils ne faisaient que les louer. Ils n'ont rien engagé